

# La taxe sur les transactions financières

à la portée  
de tous



*La crise financière internationale a,* depuis 2008, entraîné une insécurité financière accrue, un chômage croissant et un coût humain incommensurable dans un grand nombre de pays. Les gouvernements ont renfloué les banques dans les pays riches, les déficits et les dettes publics sont allés croissants, exacerbant davantage une situation financière déjà critique pour bon nombre de personnes et de communautés, sous l'effet des mesures d'austérité imposées aux services publics. La menace la plus imminente contre la société et les familles de travailleurs ne réside pas dans la croissance des déficits budgétaires et de la dette mais bien dans le fait que les gouvernements et, par là, les citoyens soient à la merci des risques engendrés par des marchés financiers mal régulés et inadéquatement supervisés et d'attaques spéculatives systématiques sur les marchés obligataires et dérivés.

Ne rien faire ou faire trop peu trop tard au plan de la réglementation ne fera qu'aggraver la crise.

*Les citoyens ordinaires et les membres de syndicats peuvent faire quelque chose :*

Demander l'instauration d'une Taxe sur les transactions financières (TTF), la «Taxe Robin des Bois» comme on l'appelle dans certains pays. La TTF vise à éliminer les formes de conduite les plus spéculatives, dénuées de toute valeur sociale, et à recouvrer les pertes encourues par la société, ainsi qu'à rendre le secteur financier plus responsable. Les revenus générés au moyen d'un TTF permettraient de financer des programmes en aide aux parties les plus affectées par la crise, de réduire la pauvreté dans le monde et de financer l'action sur le climat.

## Qu'est-ce que la taxe sur les transactions financières?

La TTF est une taxe perçue sur les transactions financières (actions, obligations, devises, produits dérivés et autres instruments financiers). Les recettes pouvant en être dérivées sont colossales : selon des rapports récents du Parlement européen, une TTF assortie d'une large base et d'un faible taux d'imposition (0,01% - 0,05%) pourrait générer des recettes annuelles à hauteur de €200 milliards en UE et de €480 milliards à niveau mondial, lesquelles pourraient être affectées aux nécessités économiques immédiates et, par ailleurs, servir à pallier aux répercussions des coupes budgétaires pratiquées par les gouvernements. En augmentant le coût des transactions financières, les TTF pourraient décourager la spéculation financière à court terme (telle le «courtage informatisé à haute fréquence», de l'anglais High Frequency Trading – HFT) et l'«arbitrage» spéculatif (tel le recours aux produits dérivés pour éluder l'impôt ou la législation). Les TTF pourraient générer des recettes encore plus considérables si elles étaient combinées avec des taxes complémentaires comme la Taxe sur les activités financière (TAF) proposée par le Fonds monétaire international (FMI), qui compenserait les exonérations de TVA dont bénéficient les services financiers. La TTF n'est, toutefois, PAS une panacée à tous les maux qui affectent actuellement le secteur financier.

## En quoi la TTF cadre-t-elle avec les objectifs de Rio+20 ?

Rio+20, la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), Rio de Janeiro, 20 - 22 juin 2012, marque le 20<sup>e</sup> Anniversaire de l'historique Sommet de la terre de Rio de 1992. Elle a pour thèmes: L'économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté et le cadre institutionnel pour le développement durable. La CSI a la ferme conviction que la TTF permettrait de s'attaquer à ces objectifs de Rio+20, en obtenant des engagements politiques en faveur de la génération de fonds au service du développement durable.

La TTF pourrait couvrir le financement des objectifs sociaux et environnementaux, conduisant à une société plus respectueuse de l'environnement, plus durable et plus équitable. Comme exemple de financement novateur, les recettes dérivées de la TTF pourraient contribuer aux fonds nécessaires à la mise en œuvre de mesures de riposte au changement climatique dans le pays en développement, estimés à 156 milliards de dollars et jusqu'à 180 milliards de dollars, pour permettre à l'aide au développement officielle d'atteindre son objectif de 0,7% du revenu national brut (RNB). La TTF pourrait aider à s'attaquer aux nouveaux défis découlant du changement climatique, de la crise économique et des pratiques des institutions financières. Une TTF mondiale pourrait être le prélude à un nouveau système financier international.



## Quels sont les principaux avantages d'une TTF?

**1.** La TTF offre un moyen extrêmement efficace de générer les recettes nécessaires du fait qu'elle est progressive, équitable, facile à mettre en application et qu'elle suscite de la popularité. Une TTF pourrait contribuer à prévenir des compressions budgétaires au niveau des services publics essentiels et servir au financement de programmes de protection sociale, tant dans les pays développés que dans ceux en développement.

**2.** La TTF est une taxe progressive, et ce à plus forte raison, d'après le FMI, que d'autres mesures fiscales, notamment la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui assujettit les pauvres à un taux deux fois plus élevé, proportionnellement à leur revenu, que les riches, détenteurs d'une quantité disproportionnée d'actions, d'obligations et autres capitaux. La TTF vise à accroître la contribution sociale du secteur financier, qui est le plus souvent exempté du paiement de la TVA et de l'impôt sur les sociétés dans l'immense majorité des pays.

**3.** La TTF est une taxe équitable car elle s'attaque aux inégalités inhérentes aux régimes fiscaux actuels, où les riches sont généralement imposés à des taux inférieurs à ceux des citoyens ordinaires. Bien qu'il s'agisse d'une industrie mondiale extrêmement lucrative, le secteur financier continue de bénéficier de privilèges fiscaux considérables. Les institutions financières continuent de bénéficier de garanties et de subsides notables des gouvernements sous forme d'exonérations fiscales, cependant que leurs profits «excessifs», pour reprendre

le qualificatif employé par le FMI, sont revenus aux niveaux où ils se situaient avant la crise. La TTF ferait payer le secteur financier.

**4.** La TTF est une taxe populaire et politiquement réalisable dès lors qu'elle est soutenue par un éventail large de la société, tous âges, partis politiques et professions confondus, dans des nations qui figurent parmi les plus affectées par la crise. La TTF cible le secteur qui est à l'origine-même de la crise financière, en faisant porter à celui-ci une part de responsabilité moyennant l'imposition de taxes accrues.

**5.** La TTF peut contribuer à rétablir la stabilité dans les pays ébranlés par la crise et à revigorer des économies en difficulté. La TTF n'aurait pas pu empêcher la crise financière. Elle pourrait, néanmoins, constituer un outil important pour contenir toute conduite irresponsable du secteur financier à l'avenir et s'attaquer aux investissements spéculatifs, hautement volatils.

**6.** La TTF offre une solution techniquement réalisable<sup>2</sup>, facile à mettre en pratique et meilleur marché que d'autres mesures comme la TVA, particulièrement en période de récession ou d'inflation. Les avancées technologiques rendent la levée des taxes nettement plus aisée. Dans un rapport de 2010, le FMI confirmait la faisabilité des TTF, relevant que la plupart des pays du G20 et des grandes places financières étaient déjà dotés de l'une ou l'autre forme de taxe sur les transactions. Si la coordination internationale serait l'idéal, les TTF ne doivent pas nécessairement être internationales ou unilatérales pour pouvoir fonctionner.

Les craintes selon lesquelles les zones fortement taxées pourraient faire fuir les institutions financières au profit des paradis fiscaux sont sans fondement, d'après le FMI, qui a indiqué que les TTF «n'entraînent pas un refoulement systématique de l'activité financière dans une mesure inacceptable.» Les institutions financières ne sont pas particulièrement mobiles et les transactions sont dans la plupart des cas tenues à des fuseaux horaires particuliers –généralement européens-, ainsi qu'à des équipes de comptables et de juristes basées dans les principales places financières comme New York, Londres, Francfort et Hong Kong. Le Financial Times a laissé entendre que les menaces d'exode

«devraient être remises en cause, non seulement parce qu'elles sont déraisonnables mais parce que leur crédibilité est douteuse».

Les craintes que le coût des taxes sur les transactions financières soit répercuté sur les citoyens ordinaires au lieu d'être assumé par les spéculateurs financiers sont, elles aussi, sans fondement. Le coût d'une TTF (telle que proposée en Europe) ne devient conséquent qu'en cas de transactions à court terme avec une «période de détention» de moins de trois mois (autrement dit, lorsque l'acquisition et la vente se font à l'intérieur d'une période de trois mois). La TTF aura un impact significatif

dans le cas de transactions de plus longue durée, qui représentent la vaste majorité des transactions qui financent l'économie réelle.

La TTF encourage la transparence dans le secteur financier, de même que le durcissement du dispositif de lutte contre l'évasion fiscale et pourrait faire partie d'une réforme fiscale plus fondamentale.

## Pourquoi la TTF est-elle importante maintenant?

Les budgets destinés aux services publics essentiels et à la protection de l'environnement sont retranchés alors que les plus démunis d'entre nous portent le gros du fardeau. Il y a un besoin criant de financements et d'investissements dans les services et les infrastructures publiques, dans l'action sur le climat et les programmes de développement.<sup>1</sup> Une TTF pourrait procurer des bienfaits immédiats aux plus démunis, tant à niveau national qu'international. Une TTF pourrait participer

*«Le fardeau de la crise financière est porté par des gens qui n'en sont absolument pas responsables», a déclaré Mervyn King, gouverneur de la Banque d'Angleterre, en 2011. Il avait déjà bien décrit la situation en 2009: «Jamais dans le domaine de l'entreprise financière autant d'argent n'a été dû par un si petit nombre à un si grand nombre. Et, faudrait-il ajouter, pratiquement sans réforme concrète jusqu'à présent.»*

au financement de l'emploi dans le secteur public, contribuer à la réduction du chômage et au financement de services publics comme le transport public, l'éducation ou la santé et soutenir les nations dans leurs engagements envers la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

## Partisans de la TTF

Les gouvernements, syndicats, organisations de la société civile, économistes et ONG sont nombreux à soutenir la TTF. En mars 2011, le Parlement européen a voté pour la mise en œuvre d'une TTF paneuropéenne ; en septembre, la Commission européenne a rendu public une proposition de loi couvrant les transactions d'actions, d'obligations et de produits dérivés. Plus de 1000 économistes de renom, y compris Joseph Stiglitz, Paul Krugman et Amartya Sen, ont adhéré au principe d'une FTT. De nombreux gouvernements se sont d'ores et déjà dotés de l'une ou l'autre forme de TTF ou envisagent sérieusement d'adopter leur propre TTF. L'Allemagne et la France soutiennent une TTF pour la Zone Euro. Plus de trois quarts des pays du G20, y compris la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde appliquent d'ores et déjà une TTF limitée qui vise certaines transactions.

La FTT est en outre soutenue par des organisations de la société civile, y compris des syndicats des travailleurs, des ONG environnementales et du développement, ainsi que d'autres groupes comme Oxfam, Barnardos, World Wildlife Fund, Friends of the Earth, 350.org, l'Armée du Salut et le mouvement Occupy, notamment.

## Conclusion

Des approches innovantes sont nécessaires pour répondre à la fois aux préoccupations environnementales et aux inégalités sociales exacerbées par les pratiques du secteur financier. La TTF sera bénéfique pour les recettes publiques et est susceptible de contribuer à la réduction de la pauvreté dans le monde, tout en générant des fonds au profit du développement et de l'action contre le changement climatique. Elle le fera non pas en taxant les gens ordinaires mais en taxant des transactions financières spécifiques et le secteur qui est à l'origine-même de la crise financière.

1. D'après l'Austrian Institute for Economic Research, une taxe mondiale sur les transactions de 0,1% pourrait générer entre 410 et 1060 milliards de dollars de recettes par an.

2. Dans les documents de la Conférence du G20 à Cannes sur «Les financements innovants pour le développement et le changement climatique», il est signalé à propos de la TTF: «Divers rapports ont déjà confirmé la faisabilité technique (FMI, Groupe consultatif de haut niveau sur le financement du changement climatique (AGF), rapport Gates, Groupe pilote pour les financements innovants pour le développement)».